

Les intérêts stratégiques de la France en Asie : un pays méconnu mais riche d'opportunités, la Mongolie.

Antoine MAIRE, doctorant rattaché à l'IRSEM
SciencesPo Lyon
antoine.maire@sciencespo-lyon.fr

S'il est habituel de se focaliser sur les deux géants asiatiques que sont la Chine et l'Inde lorsque l'on évoque les intérêts de la France en Asie, les marges de ces deux puissances ne sont pas à négliger. Parmi ces pays méconnus, la Mongolie occupe une place intéressante et largement sous-estimée. Alors que les autorités mongoles souhaitent développer des relations privilégiées avec la France, les relations bilatérales peinent à s'approfondir. Le pays présente pourtant des atouts importants, qu'ils soient économiques ou stratégiques.

1. Un pays enclavé en quête de partenaires occidentaux.

Enclavée entre Chine et Russie, l'indépendance mongole reste fragile. L'adoption de l'économie de marché et de la démocratie au début des années 1990 a permis au pays de se singulariser en Asie. Aujourd'hui, les autorités mongoles cherchent à nouer des liens privilégiés avec les pays occidentaux pour échapper au déterminisme de l'enclavement.

Les autorités mongoles ont pour ce faire adopté la « **politique de troisième voisin** ». Celle-ci affirme vouloir maintenir de bonnes relations avec les deux voisins géographiques du pays tout en développant des relations privilégiées avec des pays occidentaux, en particulier avec les Etats-Unis. La France s'est également vu confier le statut de « troisième voisin ».

Cette stratégie est transposée au plan économique avec la **stratégie des « trois tiers »**. Celle-ci vise à diversifier l'économie du pays en réservant un tiers des investissements étrangers à la Chine, un tiers à la Russie et un tiers aux « troisièmes voisins ». L'objectif est de diversifier les partenaires impliqués dans le développement économique pour limiter le poids des investissements étrangers chinois (plus de 50 % des IDE entre 2004 et 2010).

Le développement économique mongol est porteur d'une **contradiction majeure**: il passe essentiellement par la Chine et son marché (89 % des exportations) et entre donc en contradiction avec l'attachement à l'indépendance des Mongols. Pour conjuguer développement économique et indépendance nationale, les autorités mongoles souhaitent s'appuyer sur les investisseurs occidentaux pour réduire la part relative de la Chine. L'implication de la France, en tant que puissance nucléaire et membre permanent du conseil de sécurité des Nations Unies, est une demande récurrente des autorités mongoles.

2. Une présence française limitée mais prometteuse.

La présence française en Mongolie reste à l'heure actuelle limitée mais les opportunités pour approfondir la relation bilatérale sont nombreuses, tant économiques que politiques.



La forte croissance économique mongole (13.5 % annoncée par *The Economist* en 2013) est essentiellement basée sur le développement du secteur minier.

Les ressources minières mongoles sont très importantes et diverses : charbon, cuivre, or, argent, uranium, terres rares, pétrole conventionnel et non-conventionnel etc.

Peu d'entreprises françaises sont présentes sur le secteur. **Areva** occupe néanmoins une place centrale dans le domaine de l'uranium. Outre les compétences propres de cette entreprise, le **soutien affiché de l'Etat français** constitue un avantage déterminant (visite officielle de la Secrétaire d'Etat chargée du Commerce extérieur, Anne Marie Idrac, en 2009). Areva occupe également une place primordiale dans la stratégie adoptée par les autorités mongoles pour valoriser leurs réserves en uranium. L'entreprise **Total** pourrait investir prochainement en Mongolie dans l'exploration des ressources en pétrole non-conventionnel. Un accord serait un élément important susceptible de réduire la dépendance du pays en matière pétrolière vis-à-vis de la Chine (exploitation) et de la Russie (importation de carburants).

Le développement minier joue un rôle moteur pour le reste de l'économie et les opportunités de coopération sont nombreuses. **Alcatel** est présent en Mongolie, **Louis Vuitton** s'est implanté en 2009 et **GDF-Suez** devrait construire la 5^{ème} centrale thermique d'Oulan-Bator.

L'implantation de grandes entreprises françaises dans le pays participe à la **politique stratégique** élaborée par les autorités mongoles pour préserver l'indépendance et la souveraineté du pays. Ces implantations doivent néanmoins pouvoir s'appuyer sur un soutien clair et affiché de l'Etat français.

3. Un pays stable et démocratique occupant une position stratégique intéressante.

Les volets économique et stratégique de la relation bilatérale franco-mongole sont intrinsèquement liés. Enclavée entre Chine et Russie, un rapprochement avec la Mongolie serait porteur d'avantages majeurs pour la France.

Depuis 1990, la Mongolie s'est engagée dans la voie de l'économie de marché et de la démocratie. Il convient de souligner la **stabilité des institutions mongoles et la vitalité de la démocratie** dans un pays qui connaît des épisodes d'alternance politique réguliers. Cette singularité mongole en Asie mérite d'être soulignée et soutenue.

Cette stabilité pourrait permettre, à terme, à la France de diversifier et de **sécuriser ses approvisionnements énergétiques**, notamment pour ce qui est de l'uranium.

Autre élément d'intérêt, la Mongolie joue également un rôle relatif mais important sur le dossier coréen. Les autorités mongoles ont fait le choix de conserver des relations diplomatiques avec la **Corée du Nord** comme avec la Corée du Sud. Elles peuvent jouer le rôle d'intermédiaire pour d'éventuelles discussions (rencontre entre la Corée du Nord et le Japon en 2012, facilitateur de dialogue entre les USA et la Corée du Nord). Un positionnement plus marqué en Mongolie serait bénéfique en vue d'une amélioration de la coopération dans le domaine du **renseignement**, notamment en ce qui concerne la Corée du Nord et son **programme nucléaire**.

Enfin, la **position géostratégique** occupée par le pays au cœur des marges russes et chinoises constitue un élément stratégique important. Il permettrait à la France de renforcer son positionnement en Asie du Nord-Est, alors que celui-ci reste aujourd'hui marginal.



Si la France semble pour le moment privilégier le Kazakhstan dans son implantation régionale, un rapprochement avec la Mongolie serait pourtant porteur d'avantages importants, sur le plan économique comme sur le plan stratégique. De plus les coûts liés à ce rapprochement restent minimes aux vues des avantages induits.

Ce rapprochement passera par le renforcement des échanges économiques mais aussi par un renforcement des mécanismes de la coopération (**partenariat stratégique**, mise en place de mécanismes de formation, échanges culturels).

Une **visite officielle de très haut niveau** est attendue depuis longtemps par les autorités mongoles. Celle-ci permettrait d'accélérer les négociations de contrats et permettrait de donner un nouveau souffle à la relation bilatérale.

